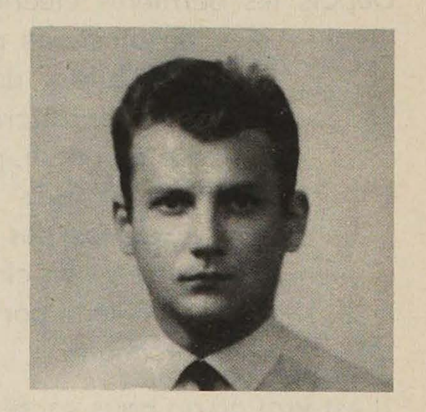
Elections législatives du 8 décembre 1968 — 11[e] circonscription du département des Hauts-de-Seine

CANDIDAT DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Jean-Marie VINCENT

Maître assistant à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

Milite dans le mouvement ouvrier depuis 1952.

Membre de la section d'Issy-les-Moulineaux et du Bureau national du P.S.U.

REMPLAÇANT ÉVENTUEL :

Anne-Marie DASSETTO
Secrétaire

Avec le P.S.U.

combattez pour le socialisme et la liberté

— contre la répression patronale et gouvernementale ;

— contre une politique économique et sociale de classe ;

— pour l'échelle mobile des salaires ;

— pour le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de travail (embauche, licenciements, etc.) et pour l'extension des libertés syndicales ;

— pour des assemblées régionales élues au suffrage universel et à la proportionnelle, complétées par des assemblées syndicales consultatives ;

— pour une université ouverte sur le monde du travail, gérée par les étudiants, les enseignants et les travailleurs ;

— pour la création d'offices nationaux de l'information gérés démocratiquement (O.R.T.F., presse écrite) ;

— pour la nationalisation des secteurs clés de l'économie sous le contrôle des travailleurs ;

— pour la fraternité des hommes, pour la liberté des peuples du Vietnam et de la Tchécoslovaquie.

Votez P.S.U.

Votez pour son candidat

Depuis les dernières élections législatives (juin 1968) le régime gaulliste a disposé de plusieurs mois pour mettre en pratique sa politique de « réformes ». Son bilan, aujourd'hui, est éloquent. L'inflation rogne peu à peu les augmentations de salaires consenties lors des négociations de Grenelle. La monnaie, pour laquelle on a imposé tant de sacrifices aux travailleurs, est ébranlée. La spéculation sur le franc est devenue une des occupations favorites des privilégiés, même si cela entraîne une grave crise monétaire ; nos classes dirigeantes, comme il fallait s'y attendre, ne pensent qu'à leur portefeuille. Tant pis s'il y a 700 000 chômeurs au printemps prochain.

Il est vrai qu'on nous vante les vertus de la « participation ». Mais, dans les entreprises, les syndicalistes doivent toujours lutter pour faire reconnaître leur droit à l'existence. Dans les universités, c'est par un combat incessant que les étudiants arrivent à imposer des transformations à un système d'études que la loi d'orientation laisse pratiquement intact. Par ailleurs, le gouvernement se refuse toujours à envisager la création d'institutions régionales véritablement démocratiques, c'est-à-dire libérées de la tutelle préfectorale.

L'inspiration fondamentale de la politique gaulliste, c'est la volonté de maintenir un régime de classe et d'exploitation qui bride le progrès social.

C'est pourquoi, à côté des tentatives d'intégration appelées « participation », le gouvernement et le patronat mènent une politique de répression. Le ministre de l'Intérieur, malgré les difficultés financières, trouve assez de fonds pour renforcer la police et ses moyens. Sous prétexte de réorganisation de la production, de très nombreux travailleurs, actifs au cours des mois de mai et juin, sont licenciés, et, de façon permanente, le gouvernement agite la menace de pseudo-complots afin de justifier sa propre répression.

Contre tout cela, il faut réagir dans l'esprit du mouvement de mai 68, c'est-à-dire par l'organisation à la base, par la solidarité des classes populaires dans la recherche du socialisme et de la liberté.

Depuis l'agression soviétique contre le socialisme tchécoslovaque, il est en effet visiblement clair que les systèmes bureaucratiques de l'est européen sont devenus un obstacle majeur à l'épanouissement de la démocratie socialiste et que, pas plus que l'opportunisme électoraliste, les décisions de chefs « infaillibles » ne peuvent mener à la victoire des travailleurs.

Contre un pouvoir gaulliste qui pourrit sur pied, renforcez le P.S.U.

L'ÉMANCIPATRICE, PARIS - 39712-1168